COP21 PARIS CLIMAT 2015 : L'APPEL DE BORDEAUX

Réunis ce jeudi 29 janvier 2015 à Bordeaux, à l'occasion des « Assises nationales de l'énergie », co-organisées par la Communauté urbaine de Dunkerque, Bordeaux Métropole et l'ADEME, nous, représentants des élus locaux et régionaux, tenons à exprimer la volonté des territoires que nous représentons à travers nos différentes associations de répondre à l'urgence du défi lié au dérèglement climatique dont les derniers travaux du GIEC ont montré l'ampleur des impacts sociaux, environnementaux et économiques à craindre.

Plans Climat Air Énergie Territoriaux (PCAET), Agenda 21, Territoires à énergie positive… cette volonté est déjà en action, en France, en Europe et à l'international, dans nos communes et leurs regroupements, nos métropoles, nos départements, nos régions, à travers des mesures concrètes faisant une large part à l'innovation et à l'expérimentation, et des engagements financiers conséquents, en fonction de nos compétences et en relation étroite avec nos concitoyens.

Témoins de l'évolution désormais perceptible du changement climatique, nos concitoyens sont aussi de plus en plus conscients donc concernés par la nécessaire adaptation de nos comportements vers une plus grande sobriété énergétique. De même, ils sont aussi conscients de l'opportunité en matière de développement que représente l'acte de produire, de transformer ou encore de distribuer une énergie locale et de décarboner nos activités.

Si nous, collectivités territoriales, sommes en première ligne des attentes de nos concitoyens en matière d'infrastructures ou d'incitations diverses, propices à l'action, nous sommes également les mieux placées pour mobiliser l'ensemble des acteurs des territoires avec lesquels nous échangeons au quotidien et constituons à ce titre des interlocuteurs incontournables des futures négociations et ensuite, de leur mise en œuvre.

Ce mouvement en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre et des polluants, de la transition énergétique, nous entendons le consolider et le développer au cours de nos mandats respectifs en partenariat avec les acteurs économiques, sociaux et l'ensemble des citoyens dans une gouvernance du « faire ensemble ».

Dans la continuité de la feuille de route des collectivités à Nantes adoptée en 2013, nous renouvelons publiquement cet engagement car il nous semble essentiel en ce début d'année 2015, dans la perspective de la COP21 de Paris, de signifier à tous la poursuite de ces politiques publiques contribuant au dépassement de la crise économique actuelle vers un avenir désirable pour tous et résilient au changement climatique.

Forts de nos expériences, soucieux de les partager et de les étendre sur nos territoires, nous nous tournons vers les différentes autorités qui se réuniront tout au long de cette année pour préparer le nouvel accord sur le changement climatique et vers les chefs d'État qui se réuniront à Paris en fin d'année pour l'adopter.

Nous les appelons à prendre en considération, dans les décisions de la COP de Paris, le rôle central des territoires, dans l'adaptation comme dans l'atténuation, et de soutenir les mécanismes permettant de renforcer l'action locale et régionale, notamment dans les pays en développement, et les partenariats.

Nous leur demandons solennellement, à ce moment clé et inédit de l'histoire de notre planète, de prendre leurs responsabilités face aux générations, nées à l'aube du XXIe siècle, qui sont et seront les premières à subir de manière sensible les conséquences du dérèglement climatique.

Nous en appelons à leur conscience afin qu'un engagement historique, universel et contraignant, soit conclu en faveur d'une réponse globale au défi climatique, une réponse juste et respectueuse des Hommes et de notre planète, un engagement dont le monde s'honorera.

Alain JUPPÉ
Président de l'Association Francaise du Conseil des Communes et Régions d'Europe, co-président de la CGLU, Maire de Bordeaux, Président de Bordeaux Métropole, ancien Premier Ministre

Anne HIDALGO
Présidente de l'AIMF, co-présidente de la CGLU, Envoyée spéciale du C40 pour la COP21, Maire de Paris

Johanna ROLLAND
Présidente d'Eurocities, membre du bureau de Climate Alliance, Maire de Nantes, Présidente de Nantes Métropole

François BAROIN
Président de l'AMF, Maire de Troyes, Sénateur de l'Aube, ancien ministre

Alain ROUSSET
Président de l'ARF, Président du Conseil Régional d'Aquitaine, Député de la Gironde

Hervé GILLÉ
Délégué du Président du Conseil Général de la Gironde au développement durable, Climat et RSO, représentant l'ADF

Jo SPIEGEL
Secrétaire national de l'AdCF, association des Communautés de communes d'agglomérations et métropoles, Maire de Kingersheim, Commissaire à la transition énergétique de Mulhouse Alsace Agglomération

Ronan DANTEC
Président de la commission Environnement et Développement durable de l'AFCCRE, Sénateur de Loire-Atlantique

Jean-Patrick MASSON
Représentant l'AMGVF et l'ACUF, Vice-président de la Communauté Urbaine de grand Dijon

Patrice VERGRIETE
Membre d'ICLEI (comité de pilotage de l'organisation de la conférence européenne des villes durables) et d'Energycities, Président de la Communauté urbaine de Dunkerque, co-organisateur des Assises nationales de l'Énergie

Déclaration soutenue par : Cités Unies France, Comité 21 – comité français pour le développement durable – et Club France développement représentés par leur Président Gilles Bérhault, CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis) représenté par son porte-parole climat Ronan Dantec, ICLEI gouvernements locaux pour le développement durable représenté par son secrétaire général Gino Van Begin, le GART, le Conseil des Communes et Régions d'Europe.